



## LE NIGER A TRAVERS SA PRESSE

DU 1<sup>ER</sup> AU 7 MARS 2010

### SOMMAIRE

#### INTERNATIONAL

Etats Unis  
OIF  
France  
Nigeria  
Mauritanie  
Sénégal  
Libye

#### POLITIQUE ET AFFAIRES INTERIEURES

Présidence du CSRD  
Composition du gouvernement de transition  
Primature  
Lutte contre la corruption

#### PARTIS POLITIQUES-ASSOCIATIONS-SYNDICATS

CSCN/ RODADDHD/ ROSEN  
GREN  
SNECS

#### SOCIETE

Enseignement

#### ECONOMIE

Gisement d'Imouraren

### Etats Unis

« Le gouvernement américain réaffirme son soutien à la démocratie et au peuple nigérien », *Le Sahel (02/03/10)*. Par communiqué de presse, les Etats-Unis d'Amérique ont exprimé « leur profonde préoccupation face à toute prise de pouvoir par la force ou par le démantèlement anticonstitutionnel d'institutions démocratiques [...] Nous nous joignons au peuple nigérien, à la CEDEAO, à l'Union Africaine, aux Nations-Unies et à la Communauté Internationale pour lancer un appel pour le retour rapide à l'ordre constitutionnel et l'organisation des élections justes, libres et transparentes [...] Nous saluons le courage des Nigériens au sein des médias indépendants, de la société civile et des différents partis politiques pour leur vaillante lutte pour la défense de la démocratie. Une presse libre est indispensable pour la défense de la démocratie pendant cette transition [...] Nous espérons que dans les années à venir, nous regarderons et reconnâtrons que ce moment aura été le début d'une nouvelle ère de progrès et de prospérité », conclut le communiqué.

### OIF

« L'OIF donne six semaines au CSRD pour fixer les délais de la transition au Niger », annonce *L'Actualité (03/03/10)*. L'organisation Internationale de la Francophonie s'est exprimée le 1<sup>er</sup> mars, à Paris, en présence d'une délégation du CSRD.

### France

*Tribune du Peuple (03/03/10)* revient sur la visite du Président Nicolas Sarkozy au Rwanda. Le fait d'avoir reconnu « les erreurs de la France au moment du génocide rwandais de 1994 », constitue, pour le journal, « une grande première dans les relations entre les deux pays ». Mme Agathe Habyarimana, épouse du président Juvénal Habyarimana et réfugiée politique en France, a été placée sous contrôle judiciaire à Paris, à la demande de Kigali qui réclame son extradition. « Kigali veut coûte que coûte faire payer la femme du président défunt, parce qu'elle est supposée appartenir à l'entourage ayant planifié le génocide », poursuit le journal. « Pour ses intérêts la France ne recule devant rien. Alors Agathe, ne te fais aucune illusion, tu seras livrée », ajoute *Le Républicain (04/03/10)*.

### Nigeria

« Le président nigérien de retour après trois mois d'absence », titre *Tribune du Peuple (03/03/10)*. Bien que son état de santé se soit considérablement amélioré, « il est peu probable que le président nigérien reprenne directement son poste », rapporte l'auteur.

### Mauritanie

« Le cas malien fait école », titre *Le Républicain (04/03/10)*. Après la libération de Pierre Camatte, le groupe terroriste proche d'Al Qaïda, qui détient l'Italien M. Sergio Shicala et son épouse d'origine burkinabé, exige de la Mauritanie la libération de quatre terroristes présumés en échange des deux européens. Selon l'auteur, les groupes terroristes et preneurs d'otages vont dorénavant utiliser ce mode opératoire pour faire libérer leurs sympathisants. La France, qui a joué un grand rôle auprès des autorités maliennes pour la libération de leur ressortissant « doit contribuer à arrêter cette escalade de la terreur dans le Sahel ».

### Sénégal

« Le président sénégalais demande à la Communauté Internationale de soutenir notre pays », titre *Sahel Dimanche (05/03/10)*. Après la visite des membres du CSRD au Sénégal et au Bénin, les 2 et 3 mars, « le Président Abdoulaye Wade a exprimé son soutien au processus en cours au Niger et demande la levée des sanctions appliquées contre notre pays », selon une déclaration de Me Madické Niang, ministre d'Etat et ministre sénégalais des Affaires Etrangères.

## Libye

Une délégation du CSRD a séjourné en Libye, le 4 mars, à la demande du Président du CSRD, le Chef d'Escadron Salou Djibo, *Sahel Dimanche (05/03/10)*.

## POLITIQUE ET AFFAIRES INTERIEURES

### Présidence du CSRD

#### Composition du CSRD, *Le Sahel (01/03/10)* :

Signature, le 25 février, d'un décret fixant la composition et le fonctionnement du Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD).

**Président du Conseil** : Le Chef d'Escadron Salou Djibo

**Secrétaire Permanent** : Le Colonel Abdoulaye Badie

Le CSRD est composé de 33 membres dont 13 membres de droit.

- « Le Chef d'Escadron Salou Djibo réitère sa volonté de restaurer la démocratie », titre *Le Sahel (01/03/10)*. Déplorant les « manipulations constitutionnelles » de l'ancien régime, Le Chef d'Escadron Salou Djibo, lors d'un message à la Nation, le 28 février, a qualifié « le refus des anciennes autorités de se soumettre aux arrêts de la Cour Constitutionnelle », de « crime de haute trahison », *Le Sahel (01/03/10)*. Réitérant la ferme volonté du CRDS à ne pas se maintenir au pouvoir, M. Salou Djibo a précisé, une nouvelle fois, les priorités du régime de transition : restauration de la démocratie et de l'Etat de droit, assainissement de la situation politique et économique, « en particulier la lutte contre la corruption et les trafics d'influence qui ont miné la crédibilité de notre pays », a-t-il affirmé. « Cet assainissement sera mené sur les principes simples de vérité, de justice et d'équité »; la « lutte contre la famine » qui menace le pays, le développement minier et pétrolier du pays seront aussi des questions essentielles pour le gouvernement et seront traitées, selon le Président du CSRD, « dans la rigueur et la transparence ». Appelant les Nigériens, la diaspora nigérienne et la Communauté Internationale à soutenir le processus de restauration de la démocratie, M. Salou Djibo, au nom du Conseil, a assuré « devant Dieu, devant [les Nigériens] et devant l'histoire, de rester loyal », s'engageant à ce qu' « aucun membre du CSRD ou du gouvernement de transition ne se présentera aux prochaines élections présidentielles [...] ». « L'ère des régimes autocratiques est bel et bien révolu dans ce pays qui n'a d'autre vocation que d'être démocratique », a-t-il conclu.

Pour *La Griffes (01/03/10)*, ce message à la Nation est « Un violent réquisitoire contre l'ancien régime ». Le journal s'interroge, par ailleurs, sur les réelles motivations qui conduisent le CSRD à maintenir l'ancien président et ses 6 ministres en détention. Selon l'auteur, les raisons sécuritaires avancées ne sont pas seules à expliquer cet emprisonnement. « Acteurs clés, en termes politiques et de gestion du pays, [...], c'est sans doute beaucoup plus parce qu'ils sont incontournables pour toute enquête devant faire la lumière sur la gestion de l'ancien régime ».

« Ainsi donc, le Chef d'Escadron Salou Djibo et ceux qui l'ont accompagné pour renverser le régime de Mamadou Tandja donnent raison à l'opposition, aux syndicats et autres organisations de la société civile », commente *Le Démocrate (02/03/10)*.

- Le 26 février, le Capitaine Ide Seyni, M. Boubacar Mariko et le Lieutenant Yayé Souley ont respectivement été nommés Conseiller spécial du Président du CSRD, Conseiller en communication du président du CSRD et chef de service financier du cabinet du Président du CSRD, *Le Sahel (01/03/10)*.

#### Nominations, *Le Sahel (02/03/10)* :

- **Chef d'Etat major des Armées** : Général de Brigade Aérienne Salou Souleymane ;
- **Chef d'Etat Major des Armées adjoint** : Colonel Didili Amadou ;

- **Chef d'Etat Major de l'Armée de terre** : Colonel Salifou Mody ;
- **Chef d'Etat Major de l'Armée de Terre adjoint** : le Colonel Iro Oumarou ;
- **Chef d'Etat Major de l'Armée de l'Air** : le Colonel Hassane Mossi ;
- **Chef d'Etat Major de l'Armée de l'Air adjoint** : le Colonel Issa Hamza ;
- **Inspecteur Général des Armées et de la Gendarmerie Nationale** : le Général de Brigade Seyne Gara ;
- **Haut Commandant des FNIS** : le Colonel Abdou Sidikou Issa ;
- **Conseiller Spécial du Président du CSRD** : le Colonel Djibrilla Hima Hamidou ;
- **Directeur Général de la Documentation et de la Sécurité de l'Etat** : M. Seyni Sekaraou.

## **Composition du gouvernement de transition**

- **Président du CSRD, Chef de l'Etat et Président du Conseil des ministres** :  
Chef d'Escadron Salou Djibo.
- **Premier ministre** :  
M. Mahamadou Danda.
- **Ministre de la Défense Nationale** :  
Général de Brigade Mamadou Ousseini.
- **Ministre de la Jeunesse et des Sports** :  
Général de Brigade Mai Manga Oumara.
- **Ministre de l'Eau, de l'Environnement et de la lutte contre la désertification** :  
Général de Brigade Abdou Kaza.
- **Ministre des Transports, du Tourisme et de l'Artisanat** :  
Colonel Ahmed Mohamed.
- **Ministre de l'Equipeement** :  
Colonel Diallo Amadou.
- **Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses** :  
M. Cissé Ousmane.
- **Ministre de l'Economie et des Finances** :  
M. Badamassi Annou.
- **Ministre des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique** :  
M. Mahaman Laouali Dan Dah.
- **Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Etranger** :  
Mme Touré Aminatou Maiga.
- **Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux** :  
M Abdoulaye Djibo.
- **Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des Jeunes entrepreneurs** :  
M. Hamid Hamed.

- **Ministre de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'enfant :**

Mme Tchimadem Hadattan Sanady.

- **Ministre des Mines et de l'Energie :**

Maître Souleymane Mamadou Abba.

- **Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage :**

M. Malick Sadelher.

- **Ministre de la Santé Publique :**

Professeur Nouhou Hassan.

- **Ministre de l'Education Nationale :**

Mme Sidibé Maman Dioula Fadjimata.

- **Ministre de la Fonction Publique et de l'Emploi :**

M. Yahaya Chaibou.

- **Ministre de la Communication, des Nouvelles Technologies de l'information et de la Culture :**

Mme Takoubakoye Aminata Boureima.

- **Ministre de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation :**

M. Tidjani Harouna Dembo.

- **Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire :**

Mme Djibo Salamatou Gourouza Magagi.

- Le Chef de l'Etat a rendu une visite de courtoisie, le 1<sup>er</sup> mars, au président de l'Association Islamique du Niger, Cheikh Oumarou Ismael et à l'Archevêque de Niamey, Mgr Michel Cartatéguy, *Le Sahel (02/03/10)*.

- Le Conseil des ministres s'est réuni le 3 mars, sous la Présidence du Chef d'Escadron, S.Exc. M. Salou Djibo, pour une première prise de contact et pour préciser les principes de fonctions et de conduite de l'action gouvernementale, *Le Sahel (04/03/10)*. « Tout laisse présager qu'en l'absence d'un programme clairement affiché et de précision sur la durée de la transition, personne ne saurait dire l'intention réelle des putschistes ni la manière dont sera gérée la transition », commente *Tribune du Peuple (03/03/10)*.

- Le 3 mars, le CSRD a demandé aux populations, par voie de communiqué, de ne plus manifester leur soutien et de vaquer à leurs occupations habituelles, annonce *Le Sahel (04/03/10)*. « [...] Le Conseil Suprême pour la restauration de la démocratie tient à remercier sincèrement, une fois de plus, les populations nigériennes pour leur soutien massif en faveur de l'action salvatrice des Forces de Défense et de Sécurité. Toutefois, afin de prévenir d'éventuelles dérives liées à ce genre de manifestations et s'inscrivant dans la logique de réconciliation nationale et de l'observance de la stricte neutralité, le CSRD invite instamment les populations à surseoir à toutes les manifestations de soutien sur l'ensemble du territoire, à compter du jeudi 4 mars 2010. Cette mesure ne vise en aucun cas à restreindre les libertés d'expression, précise le communiqué. Elle s'inscrit plutôt dans la droite ligne de la consolidation de l'unité nationale et de la restauration sereine de la démocratie dans notre pays [...] ».

Pour le *Le Républicain (04/03/10)*, en effet, ces manifestations sont « contre-productives », organisées par les autorités locales, « les mêmes qu'à l'époque de Tandja [...] pour se faire bien voir des plus hautes autorités du pays ».

- « Les anciens ministres détenus rentrent chez eux mais restent surveillés », annonce *Libération\_Niger (04/03/10)*. M. Ali Badjo Gamatié, M. Lamine Zeine, M. Lamido Harouna, M. Abdoulahi Mohamed et M. Garba Lompo ont été relâchés le 4 mars. Seul M. Albadé Abouba, ancien ministre d'Etat et de l'Intérieur reste à la caserne Bagagi Iya.

## **Primature**

« Tous les établissements seront audités. Ce ne sera pas méchant », a annoncé le Premier ministre M. Mahamadou Danda, lors d'une rencontre, le 3 mars, avec les directeurs généraux des sociétés d'Etat et d'économie mixte, *La Roue de l'Histoire (03/03/10)*.

### **Nominations :**

- M. Mahamadou Danda, Premier ministre, a signé un décret, le 3 mars, nommant Mme Lawel Mariama Ousmane Djika, magistrate, Secrétaire Générale de la Primature, *Le Sahel (04/03/10)*.

- Le 25 février dernier, précise *L'Actualité (03/03/10)*, le Premier ministre a nommé, par décret, M. Ari Mala qui assurera la direction de son cabinet. Ce dernier, rappelle le journal, était déjà Directeur de Cabinet de l'ancien Premier ministre, M. Hama Amadou, jusqu'à la motion de censure du 31 mai 2007.

## **Lutte contre la corruption**

- « Lamine Zeine dans le collimateur de la junte », titre *L'Enquêteur (02/03/10)*. Suite au coup d'Etat, le chargé des relations publiques du ministère, sur instructions téléphoniques de M. Mahaman Lamine Zeine, alors détenu dans les locaux proches du CSC, aurait récupéré bon nombre de dossiers « compromettants ». Pris par la Gendarmerie Nationale et la Police Judiciaire, M. Guèye aurait été auditionné par la PJ puis transféré au Groupement de la Gendarmerie Nationale. Selon le journal, les autorités soupçonneraient l'existence de « plusieurs comptes occultes et des mouvements suspects d'argent ».

- L'ex-directeur de Cabinet du Président Tandja a souvent adressé des Lettres d'Autorisation de Paiement (LAP) au ministère de l'Economie et des Finances aux fins de paiement ». Par le biais de ce système de Paiement Sans Ordonnances Préalables (PSOP), « des dizaines de milliards de nos francs » pourraient bien avoir été soustraits du Trésor Public, affirme *L'Enquêteur (02/03/10)*. « Des copies de ces lettres se trouveraient-elles dans les dossiers compromettants retirés du bureau du ministre des Finances par Guèye et saisis par la gendarmerie ? », s'interroge l'auteur.

- Toujours selon *L'Enquêteur (02/03/10)*, le CSRD « s'achemine vers la création d'une commission de moralisation des biens publics », composée de magistrats, d'inspecteurs d'Etat, de policiers, d'avocats et de représentants de la société civile, pour poursuivre les coupables de malversations financières.

## **PARTIS POLITIQUES-ASSOCIATIONS-SYNDICATS**

### **CSCN/ RODADDHD/ ROSEN**

« Toute autre forme de transition bureaucratique cachée derrière l'alibi de la neutralité ou de la technocratie ne ferait qu'engager le Niger et ses fils dans une mésaventure à plusieurs inconnues », rapporte *La Griffes (01/03/10)*.

### **GREN**

Le Groupe de Réflexion sur les Industries Extractives au Niger « appelle à une enquête sur l'octroi des permis miniers », annonce *Le Républicain (04/03/10)*. Dans une déclaration rendue publique le 3 mars, le GREN, après avoir dénoncé la prise du pouvoir par la force, demande au CSRD d'assainir la situation politique et de traduire en justice tous les auteurs des crimes moraux et économiques.

### **SNECS**

Le Syndicat National des Enseignants Chercheurs du Supérieur « exige le retour rapide à un ordre constitutionnel normal », titre *Tribune du Peuple (03/03/10)*. Selon le Secrétaire Général, les citoyens « ne sauraient donner un chèque en blanc au CSRD ». Néanmoins, le SNECS demande à la Communauté internationale de soutenir les autorités de transition et aux citoyens de rester vigilants.

## SOCIETE

### Enseignement

«Le Pr Tidjani Alou, Doyen de la FSEJ », annonce *Le Républicain (04/03/10)*. Agrégé en Sciences politiques depuis novembre dernier, le directeur scientifique du Laboratoire d'Etude et de Recherches sur les Dynamiques sociales et le Développement local (LASDEL) a été élu, le 26 février dernier, doyen de la Faculté des Sciences Economiques et Juridiques (FSEJ).

## ECONOMIE

### Gisement d'Imouraren

« Le volte-face d'Areva », titre *L'Evénement (02/03/10)*. Le groupe français vient d'annoncer, le 26 février, que l'exploitation de l'uranium sur le site d'Imouraren serait retardée de deux ans. Les premières tonnes d'uranium ne devraient voir le jour qu'en 2013-2014. Si le groupe évoque la crise financière et l'évolution négative du marché comme raison principale du report, le journal pour sa part, émet la possibilité de nouvelles négociations qui pourraient raffermir les positions d'Areva au Niger, notamment sur la question de la vente directe d'uranium par l'Etat nigérien.